



HAL
open science

L'Eurasie trente ans après l'effondrement de l'URSS

Anne de Tinguy

► **To cite this version:**

Anne de Tinguy. L'Eurasie trente ans après l'effondrement de l'URSS. Les Études du CERI, 2022, Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2021, 261-262, pp.4-13. 10.25647/etudesduceri.261-262.01 . hal-03677313

HAL Id: hal-03677313

<https://hal.science/hal-03677313>

Submitted on 9 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Eurasie trente ans après l'effondrement de l'URSS

Anne de Tinguy

Trente ans après l'effondrement de l'URSS, le bilan des évolutions que l'on peut observer dans l'espace postsoviétique est fait de permanences et de discontinuités. L'état des lieux en 2021 confirme l'âpreté de l'opposition entre partisans et adversaires de la sortie du postsoviétisme, un concept qui fait référence à des phénomènes sociopolitiques et internationaux¹. Dans un contexte sanitaire dégradé par le regain de la pandémie de Covid-19, qui aggrave un bilan démographique difficile pour nombre d'Etats de la région², l'année s'est achevée sur une nouvelle crise internationale, lourde d'incertitudes, liée à la question ukrainienne.

Entre autoritarisme et démocratisation

En 2011, lors du vingtième anniversaire de la chute de l'URSS, l'ONG Freedom House classait dans la catégorie des pays « non libres » sept des douze Etats eurasiens (la Russie, le Bélarus, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan), et qualifiait les cinq autres (l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie, l'Arménie et le Kirghizstan) de « partiellement libres ». Dix ans plus tard, le tableau n'a pratiquement pas bougé : la seule différence est que le Kirghizstan a basculé parmi les « non libres ».

Si on laisse ce dernier de côté, les sept Etats « non libres » cités ont tous mis en place des régimes fortement personnalisés, oligarchiques et corrompus, dans lesquels le pluralisme politique est très limité, les processus institutionnels étroitement encadrés, les contre-pouvoirs inexistantes ou réduits au minimum, les inégalités sociales très importantes, l'information fortement contrôlée, l'accès à Internet et aux réseaux sociaux étrangers entravés lorsque le pouvoir est confronté à des contestations. En 2021, dans le classement mondial de la liberté de la presse effectué par Reporters sans frontières, ces sept Etats figurent dans le dernier quart des cent quatre-vingts étudiés.

En matière de démocratie, 2021 a été une année particulièrement noire en Russie et au Bélarus et a débouché en janvier 2022 au Kazakhstan sur des émeutes révélatrices des tensions sociopolitiques générées par ces régimes autoritaires. En Russie, la répression a atteint de nouveaux sommets³. A son retour le 17 janvier de Berlin, où il avait été hospitalisé après

¹ Pour une définition du postsoviétisme, voir Anne de Tinguy, « Le postsoviétisme à nouveau contesté », dans Anne de Tinguy, *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2018/Les Etudes du CERI*, n° 241-242, février 2019.

² Entre 1991 et 2021, alors que la population des cinq Etats d'Asie centrale et de l'Azerbaïdjan a fortement augmenté, celle de la Russie, de l'Ukraine, du Bélarus, de la Géorgie, de la Moldavie et de l'Arménie a diminué. Voir Ekaterina Chtcherbakova, « La population de l'espace postsoviétique. 30 ans après » (en russe), *Demoscope Weekly*, n° 925-926, 14-28 décembre 2021, www.demoscope.ru/weekly/2021/0925/barom02.php.

³ Voir le chapitre de Françoise Daucé dans ce volume.

Carte 1 L'Eurasie



l'empoisonnement dont il avait été victime en août 2020, Alexeï Navalny a été arrêté et incarcéré. Dans les mois qui ont suivi, le mouvement qu'il avait créé a été interdit et démantelé après avoir été classé en juin comme « extrémiste ». En mai, Russie ouverte, l'organisation de promotion de la démocratie créée par Mikhaïl Khodorkovski, a été contrainte de cesser ses activités. Le 28 décembre, Mémorial a dû faire de même. La dissolution de cette ONG mondialement connue et respectée qui s'est employée pendant trente ans à faire progresser la connaissance et à perpétuer la mémoire des victimes du stalinisme, s'inscrit dans une politique mémorielle qui vise à « confisquer l'histoire pour en livrer une vision biaisée et partisane » qui ne peut être mise en doute⁴.

Au Bélarus, en dépit d'une opposition qui conteste toujours les résultats de l'élection présidentielle d'août 2020, Alexandre Loukachenko a réussi à se maintenir au pouvoir grâce au soutien du Kremlin et à une répression systématique. Nombre des leaders du mouvement de contestation ont été forcés à l'exil. Ceux qui sont restés au Bélarus ont pour la plupart été emprisonnés et soumis à de lourdes peines : en 2021 Viktor Babaryko a été condamné à quatorze ans de détention, Maria Kolesnikova à onze ans, Sergeï Tikhanovski à dix-huit ans. Les opposants réfugiés à l'étranger continuent d'être poursuivis : le 23 mai, un avion de Ryanair a été détourné et contraint de se poser à Minsk où l'un des passagers, Roman Protassevitch, a immédiatement été interpellé.

⁴ « L'association Memorial s'installe en France », entretien avec Nicolas Werth, *L'Histoire*, 9 juillet 2020, <https://www.lhistoire.fr/entretien/l%E2%80%99association-memorial-s%E2%80%99installe-en-france>.

Féroce, la répression ne permet pourtant pas au pouvoir de contrôler totalement les processus politiques. En témoignent la décision d'Alexeï Navalny de revenir à Moscou et la mise en ligne deux jours après son retour d'une nouvelle vidéo consacrée au « palais de Poutine », immédiatement vue par des dizaines de millions de Russes, ainsi que la réorganisation à l'étranger du mouvement de contestation biélorusse sous la bannière de Svetlana Tikhanovskaia. Par ailleurs, comme le note Felix Krawatzek dans ce volume, en s'abstenant lors des élections ou en adoptant des attitudes de défiance à l'égard des institutions, les sociétés pèsent sur les politiques menées par le pouvoir.

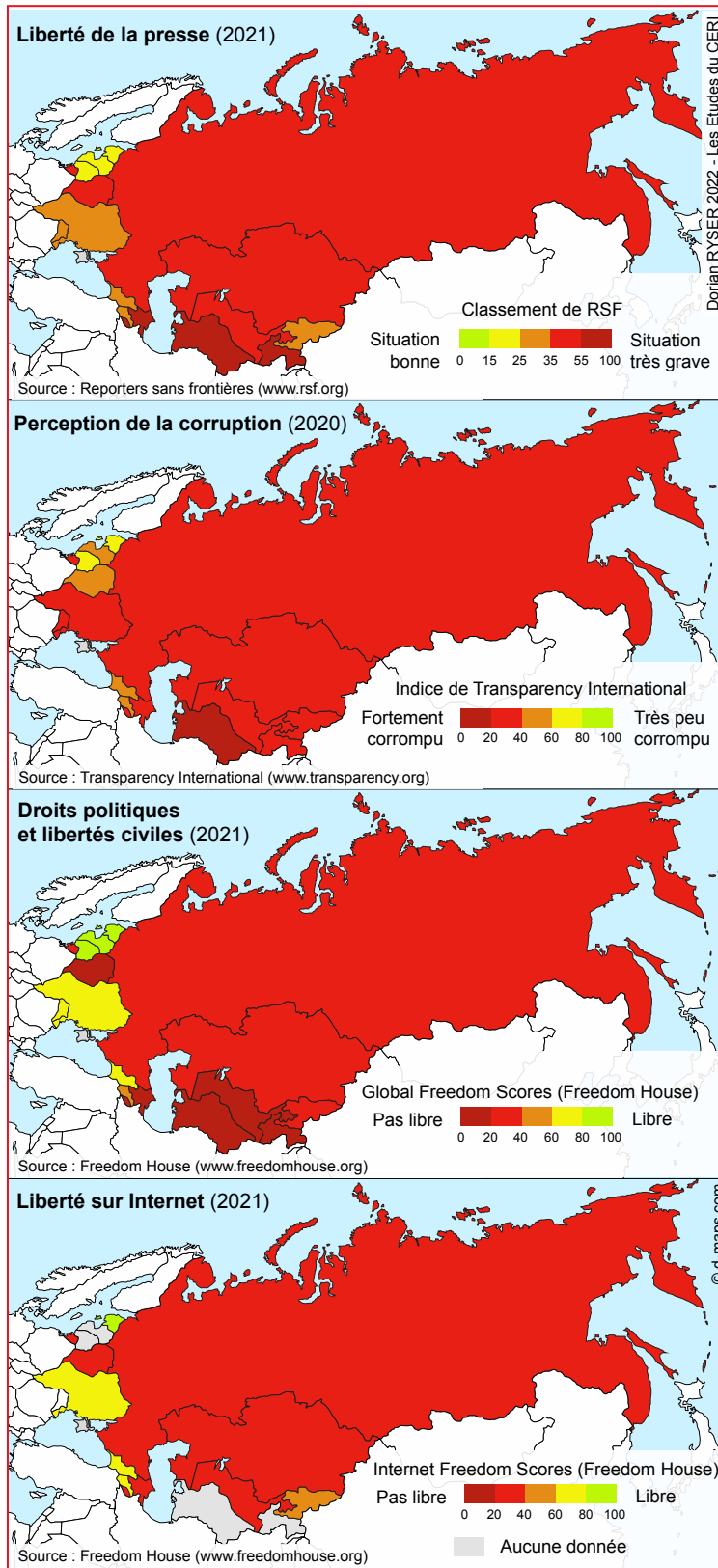
En Asie centrale, le poids de l'héritage soviétique continue également à imprégner fortement les pratiques politiques. Depuis 1991, à l'exception du Kirghizstan, les Etats de la région ont tous mis en place des régimes présidentiels forts, claniques, népotiques et clientélistes. Selon le « Democracy Index 2020 » publié en 2021 par The Economist Intelligence Unit, le Turkménistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan font partie des dix Etats les plus autoritaires des cent soixante-sept étudiés. Et l'une des conséquences prévisibles du retour au pouvoir des Talibans en Afghanistan est un contrôle accru des sociétés par les gouvernements.

Au Turkménistan, la concentration des pouvoirs entre les mains du président Berdymuhammedov et de son fils Serdar s'est accrue en 2021. Au Tadjikistan, Emomali Rahmon, à la tête du pays depuis 1992, a été réélu en octobre 2020 avec plus de 90 % des voix, et son fils est depuis avril 2020 président du Sénat. En Ouzbékistan, un processus contrôlé de réformes a été engagé depuis 2016 mais la nature du régime n'a guère été modifiée. Aucun parti d'opposition n'a été enregistré. Le nombre de prisonniers religieux a diminué mais reste très élevé. Et le 24 octobre, le président Mirziyoyev a été réélu avec 80 % des voix, sans réel concurrent. Au Kazakhstan, en dépit des promesses faites par Kassym-Jomart Tokaïev qui a succédé en 2019 au président Nazarbaev, le régime semble incapable d'évoluer. Aucun parti d'opposition n'a pu participer aux élections législatives du 10 janvier. Noursultan Nazarbaev est resté au cœur de la vie politique jusqu'aux événements de janvier 2022. La répression brutale et meurtrière a été la seule réponse aux graves émeutes qui ont alors éclaté.

Les cinq pays classés comme « partiellement libres », qui ont mis en place des démocraties électorales et un pluralisme politique, sont en rupture avec l'héritage soviétique et le postsoviétisme. Comme le souligne Annie Daubenton ci-après, le bilan de trente ans d'indépendance confirme l'ampleur des mutations en cours. Ces Etats ont progressé sur la voie de la liberté d'expression, ils ont tous connu de véritables alternances politiques et quatre d'entre eux des révolutions nées de la volonté des peuples de voir le résultat de leur vote pris en considération. Cela étant, tous, y compris ceux qui sont liés à l'Union européenne par un accord d'association et bénéficient à ce titre d'un fort accompagnement, peinent à se réformer. Les processus politiques sont compliqués par le poids de l'héritage, les intérêts personnels, les tensions économiques et sociales, le poids de l'oligarchie. Et la fragilité des régimes en place est aggravée pour quatre d'entre eux par les conflits auxquels ils sont confrontés (Donbass, Abkhazie, Ossétie du sud, Transnistrie, Karabakh).

En Ukraine, en dépit des efforts déployés – en 2021, pour lutter contre la corruption et la désinformation, le président Zelensky a mis l'accent sur la réduction de l'influence

Carte 2 Situation de la démocratie dans l'ex-URSS



politique, très forte, des oligarques –, le processus de réforme reste lent et non linéaire. En témoignent entre autres les résultats en matière de lutte contre la corruption et de liberté d'expression. La Géorgie s'enfonce depuis les élections législatives contestées d'octobre 2020 dans une crise politique qui se traduit par des blocages institutionnels et de multiples dissensions alimentées par l'arrestation en avril du chef du principal parti d'opposition et le 1^{er} octobre par celle de l'ancien président Mikheil Saakachvili de retour d'exil. En Moldavie, après des années de tourmente, la volonté de construire un Etat de droit a été confirmée. L'élection en novembre 2020 à la présidence de la République de Maia Sandu, porteuse d'un ambitieux programme de réforme de l'appareil de l'Etat, a été confortée par la victoire de son parti lors des élections législatives anticipées du 11 juillet qui lui ont donné la majorité au Parlement.

En Arménie, en dépit des fortes tensions provoquées par la défaite militaire subie en 2020 au Karabakh, la tenue des élections législatives anticipées du 20 juin, dont la qualité a été saluée par l'OSCE, et la victoire de Nikol Pachinian, l'homme qui avait porté la « révolution de velours » en 2018, ont confirmé le rejet par les Arméniens de l'ancienne élite corrompue, écartée après trois décennies de pouvoir. Le Kirghizstan, qui a connu à trois reprises en 2005, 2010 et 2020 des révoltes populaires qui ont toutes abouti au renversement des présidents en place, est le seul pays d'Asie centrale à avoir instauré un régime pluraliste et, à partir de 2010, semi-présidentiel. L'arrivée au pouvoir fin 2020 de Sadyr Japarov a donné à cette trajectoire démocratique un coup d'arrêt qui se traduit en particulier par le renforcement des pouvoirs présidentiels entériné par le référendum du 10 janvier.

Un espace de concurrences et de conflits

Cette diversité des trajectoires politiques s'est répercutée sur les équilibres internationaux. Dès les années 1990 l'espace postsoviétique a cessé d'être une maison commune. Et en 2014, lorsque la Russie a annexé la Crimée et est intervenue dans le Donbass, il a volé en éclats. En 2021, à nouveau ébranlé par les évolutions du Bélarus et de l'Asie centrale, par la confirmation de l'intégration de l'Ukraine, de la Moldavie et de la Géorgie dans la communauté euroatlantique et par la stratégie adoptée par la Russie, il a continué de se fragmenter.

Le maintien au pouvoir d'Alexandre Loukachenko, qui n'a été possible qu'avec l'aide de Moscou, met en cause la souveraineté du Bélarus. Les relations entre les deux Etats ont toujours été asymétriques, mais depuis 2020 Minsk se retrouve dans un état de dépendance accrue qui limite sa marge de manœuvre – son changement de position sur l'annexion de la Crimée en témoigne – et accentue le risque de sa vassalisation. Depuis 2020, Alexandre Loukachenko a rencontré plusieurs fois Vladimir Poutine, chaque fois en territoire russe. Leurs discussions ont débouché le 9 septembre sur l'annonce de la signature prochaine de vingt-huit programmes destinés à renforcer le processus d'intégration des deux Etats. Le 18 novembre, Vladimir Poutine a confirmé que celle-ci était bien l'objectif poursuivi. La dépendance du Bélarus à l'égard de la Russie est d'autant plus forte qu'il est isolé sur la scène internationale. Ses relations avec l'UE se sont encore détériorées depuis la crise migratoire qu'il a délibérément provoquée au cours de l'été et de l'automne, en attirant sur son territoire

plusieurs milliers de migrants venant pour la plupart du Moyen-Orient, qu'il a ensuite dirigés vers la frontière avec la Lituanie et la Pologne en les encourageant à la franchir illégalement. Bruxelles a répondu en adoptant de nouvelles sanctions et en accentuant le soutien apporté à la société civile et à l'opposition biélorusse en exil. En effet, depuis 2020 un autre Bélarus, hors frontières, se constitue, un « Bélarus démocratique » qui s'est doté d'un Conseil de coordination et a ouvert à l'étranger des « ambassades populaires » (seize à la mi-décembre)⁵.

En Asie centrale, deux phénomènes contribuent à bousculer l'ordre régional : d'une part, depuis 1991 la région s'est ouverte sur le monde extérieur et est devenue une terre de convoitises et de défis ; d'autre part, la conflictualité y reste très présente. Depuis plusieurs années, la Russie doit faire face à la concurrence d'acteurs extérieurs à la zone : l'UE qui était en 2020 le premier partenaire commercial des cinq pays de la région pris globalement, la Turquie, notamment par le biais de son Conseil turcique, les Etats-Unis, la Chine pour laquelle cette région est un élément central de son projet de Nouvelles routes de la soie, etc⁶. Cette dernière, devenue un acteur économique majeur (en témoigne entre autres l'importance des prêts qu'elle a accordés au Kirghizstan et au Tadjikistan), prend en outre des initiatives dans le domaine sécuritaire (ouverture en 2021 d'une deuxième base militaire sur le sol tadjik)⁷. Dans cet espace centrasiatique, les tensions interétatiques sont moins fortes depuis l'arrivée au pouvoir en 2016 du président Mirziyoyev. Mais les conflits liés à des tracés de frontières contestés restent récurrents. En avril, à la frontière entre le Kirghizstan et le Tadjikistan, un problème d'accès à l'eau a provoqué des affrontements qui ont fait plusieurs dizaines de morts. Et les émeutes de janvier 2022 au Kazakhstan sont susceptibles d'avoir de fortes répercussions régionales. Par ailleurs le retour au pouvoir des Talibans en Afghanistan est une source d'inquiétudes pour les pays de la région, en particulier pour le Tadjikistan, qui redoutent un afflux de réfugiés que pourraient infiltrer des islamistes et des narcotrafiquants, et l'émergence d'un nouveau terrorisme.

La conflictualité ne concerne pas que l'Asie centrale. Elle demeure très forte entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et entre la Russie et l'Ukraine. Parmi les conflits non résolus de l'Eurasie, ceux du Karabakh et du Donbass ont suscité de fortes tensions en 2021. Au Karabakh, en dépit de l'accord de cessez-le-feu du 9 novembre 2020, les incidents se sont multipliés tout au long de l'année. Mi-novembre, des affrontements dans la région de Syunik ont été particulièrement meurtriers. Dans le Donbass, les positions russes et ukrainiennes demeurant irréconciliables, le conflit reste entier. Le cessez-le-feu de juillet 2020 est régulièrement violé. Et la scission entre les territoires séparatistes et le reste de l'Ukraine est aggravée par la fermeture des points de passage pour raisons sanitaires, et par la politique de passeportisation menée par la Russie dans les deux Républiques autoproclamées.

⁵ Voir <https://belarusabroad.org/en>.

⁶ Sur les politiques turque et chinoise, voir les chapitres de Bayram Balci et de Sébastien Peyrouse dans ce volume.

⁷ Reid Standish, « Tajikistan approves construction of new Chinese-funded base as Beijing's security presence in Central Asia grows », Radio Free Europe/Radio Liberty, 28 octobre 2021, <https://www.rferl.org/a/tajikistan-approves-chinese-base/31532078.html>.

La confirmation par l'Ukraine, la Moldavie et, malgré de fortes tensions internes, la Géorgie de leur volonté de rejoindre la communauté euroatlantique accentue par ailleurs les discordances au sein de cet espace. Le 17 mai à Kiev, s'inspirant du groupe de Visegrad créé dans les années 1990 par la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie, ces trois Etats ont mis en place une coopération renforcée (le « Trio des associés ») dont le but est de soutenir leur intégration dans l'UE. Et au fil des années, leur réorientation politique, économique et commerciale vers l'ouest s'intensifie⁸. Dans le cas de l'Ukraine, en 2021, elle s'est traduite par une multiplication des contacts politiques au plus haut niveau avec les Etats occidentaux, par la réaffirmation d'un « partenariat stratégique » avec les Etats-Unis qui a fait l'objet d'une nouvelle « charte » signée le 10 novembre⁹, par une demande pressante de Kiev de bénéficier d'un plan d'action pour l'adhésion à l'OTAN et par des coopérations dans le domaine sécuritaire (assistance des Etats-Unis, achat à la Turquie de drones Bayraktar TB2). Ce rapprochement ukraïno-occidental a des limites : ni l'Union européenne ni l'Alliance atlantique ne paraissent prêtes, en tous cas à court terme, à offrir à l'Ukraine de devenir membre à part entière. Il est néanmoins patent, alors que les rapports ukraïno-russes continuent, eux, à se détériorer.

En 2021, la Russie a accentué les pressions politiques et militaires qu'elle exerce sur son voisin, faisant planer la menace d'une nouvelle offensive. Au printemps, puis à nouveau à l'automne elle a déployé à ses frontières d'importantes forces militaires. Ces mouvements, qui semblent s'apparenter à des opérations de répositionnement d'unités et d'équipements lourds en vue d'une opération militaire¹⁰, ont été précédés par d'autres initiatives apparemment destinées à leur donner du sens. Le 12 juillet, Vladimir Poutine a publié un long article sur « l'unité » des peuples russe et ukrainien qui, écrit-il, ne forment qu'« un peuple » – une idée déjà maintes fois exprimée –, dans lequel il met à nouveau en cause la légitimité des frontières de l'Ukraine et sa souveraineté qui « n'est possible que dans un partenariat avec la Russie »¹¹. En octobre, l'ancien président Dmitri Medvedev contestait l'autonomie de ses dirigeants, qualifiés d'« ignares » et de « faibles », car totalement inféodés aux Etats Unis¹². Au-delà de la question ukrainienne, ce que le Kremlin met en cause, c'est l'architecture de sécurité européenne.

⁸ En 2020, l'UE à 27 et le Royaume Uni représentaient 40,7 % des échanges commerciaux de l'Ukraine, 53,5 % de ceux de la Moldavie et environ 23 % de ceux de la Géorgie, la Russie n'en représentant plus que respectivement 7 %, 10,4 % et 11,7 %. Voir Union européenne, « Trade in goods with Ukraine », https://webgate.ec.europa.eu/isdb_results/factsheets/country/details_ukraine_en.pdf, « Trade in goods with Moldova », https://webgate.ec.europa.eu/isdb_results/factsheets/country/details_moldova_en.pdf, « Trade in goods with Georgia », https://webgate.ec.europa.eu/isdb_results/factsheets/country/details_georgia_en.pdf.

⁹ Le texte de la charte, qui remplace celle du 19 décembre 2008, est publié sur le site du Département d'Etat.

¹⁰ Melinda Haring, « Ukraine in the crosshairs », *Foreign Affairs*, 19 novembre 2021, <https://www.foreignaffairs.com/articles/ukraine/2021-11-19/ukraine-crosshairs>.

¹¹ Vladimir Poutine, « Sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens » (en russe), 12 juillet 2021, www.kremlin.ru/events/president/news/66181 ; propos confirmés le lendemain 13 juillet dans une interview, www.kremlin.ru/events/president/news/66191 ; sur cette question, voir Alexandra Goujon *L'Ukraine de l'indépendance à la guerre*, Paris, Le Cavalier bleu, 2021, pp. 17-23.

¹² Dmitri Medvedev, « Pourquoi les contacts avec l'actuelle direction ukrainienne n'ont pas de sens » (en russe), *Kommersant*, 11 octobre 2021, <https://www.kommersant.ru/doc/5028300>.

De la question ukrainienne à l'architecture européenne de sécurité

Le 30 juin, Vladimir Poutine s'est déclaré « inquiet » des « développements militaires sur le territoire ukrainien », affirmant qu'ils constituaient « un problème de sécurité considérable » pour la Russie et qu'ils touchaient à ses « intérêts vitaux ». Dans les mois qui ont suivi, dans un contexte de fortes tensions avec les Etats-Unis et l'Union européenne, il est revenu à plusieurs reprises sur la question. Le 18 novembre et le 14 décembre, il a demandé « des garanties juridiquement contraignantes » qui assureraient sa sécurité. Une demande précisée le 17 décembre dans deux projets d'accords publiés sur le site du ministère des Affaires étrangères, l'un russo-américain, l'autre russo-otanien, aux termes desquels les Etats-Unis devraient s'engager à « ne pas effectuer de nouvel élargissement de l'OTAN à l'Est », en particulier à l'Ukraine, à ne pas développer de coopération militaire avec les Etats de l'ex-URSS, à ne pas déployer de forces de l'OTAN dans des régions où elles pourraient menacer la sécurité russe et à revenir aux équilibres d'avant 1997.

La démarche russe est brutale : Moscou demande à Washington de négocier sous la menace implicite d'un recours à la force en Ukraine, écarte les Ukrainiens et les Européens en s'adressant aux seuls Américains, à son avis les maîtres du jeu, et menace en cas d'échec des négociations de prendre « des mesures militaro-techniques »¹³. Elle est aussi ambitieuse : ce que veut Moscou, c'est la refonte de l'architecture de sécurité européenne mise en place trente ans plus tôt.

Pourquoi cette nouvelle offensive ? Pourquoi risquer de s'engager dans une nouvelle confrontation avec les Etats-Unis et l'UE et de perdre, cette fois définitivement, l'Ukraine ? Les mouvements de troupes russes correspondent-ils à de l'intimidation stratégique ? Ou signifient-ils qu'en dépit des multiples mises en garde des Etats-Unis et des Etats membres de l'UE sur les conséquences stratégiques et économiques très élevées qu'aurait pour la Russie une telle décision, le recours à la force est à nouveau considéré à Moscou comme une option ? Les préoccupations russes sont-elles d'assurer sa sécurité ou de renforcer le statut de grande puissance auquel elle prétend ? La Russie pense-t-elle que les Occidentaux accéderont à des demandes pourtant immédiatement qualifiées par certains d'irrecevables ou d'irréalistes¹⁴ ?

La volonté du Kremlin de donner un coup d'arrêt à la dégradation des positions de la Russie en Ukraine et plus généralement dans l'espace postsoviétique est sans doute au premier rang de ses préoccupations. Depuis 1991, même si la Russie demeure un acteur majeur, elles se sont sérieusement détériorées, ce qu'un éminent expert russe reconnaît sans ambages : aveuglé par le « syndrome du grand frère », Moscou a échoué à « construire des relations positives et durables avec ses voisins les plus proches »¹⁵. Dans cet espace, si elle accepte

¹³ Vladimir Poutine, allocution devant le Collège du ministère de la Défense, 21 décembre 2021, voir www.kremlin.ru/events/president/news/67402.

¹⁴ Sur cette question, voir Gilles Andréani, « Ukraine, la guerre annoncée de Vladimir Poutine », *Telos*, 9 janvier 2022, <https://www.telos-eu.com/fr/politique-francaise-et-internationale/ukraine-la-guerre-annoncee-de-vladimir-poutine.html>.

¹⁵ Andreï Kortunov « La Russie dans l'espace postsoviétique : le difficile chemin de l'adaptation », dans

que des acteurs extérieurs, en particulier la Chine, jouent un certain rôle, ses récentes initiatives en Ukraine, au Bélarus et au Kazakhstan ainsi que le recours dans ce pays à l'OTSC (qui vise à montrer l'existence d'une communauté) confirment qu'elle continue à le considérer comme le centre de ses « intérêts vitaux » et le cœur de sa puissance. Les premières confirment aussi que l'Ukraine continue à occuper à ses yeux une place centrale.

Or en 2021, la trajectoire ukrainienne correspond de moins en moins à ce que Moscou voudrait qu'elle soit : la Russie n'a pas obtenu les concessions qu'elle espérait de Volodymyr Zelensky, les négociations sur le Donbass n'ont pas débouché sur les résultats qu'elle en attendait, les sanctions occidentales à son encontre n'ont pas été levées, l'Ukraine développe ses partenariats avec les Etats occidentaux et demande avec toujours plus d'insistance à devenir membre de l'OTAN. Ce que le Kremlin redoute, c'est que Kiev soit en train de glisser dans l'orbite sécuritaire des Etats-Unis. Perdre l'Ukraine serait, à ses yeux et plus largement à ceux des Russes, une défaite historique et un coup majeur porté à sa grandeur. Et l'attraction qu'exercerait dans l'espace postsoviétique une Ukraine qui parviendrait à mettre en place un Etat de droit intégré à la communauté euroatlantique en ferait un redoutable concurrent.

La politique menée par la Russie depuis 2014 montre que, pour stopper ce processus, le Kremlin n'envisage pas de s'engager dans une politique de conciliation et de reconnaissance de la souveraineté de l'Ukraine, en reculant dans le Donbass et en Crimée. Elle suggère qu'il estime avoir le choix entre recourir à nouveau à une stratégie hybride qui inclurait la force, ou obtenir des Occidentaux qu'ils cessent de soutenir Kiev, ou combiner les deux options en faisant pression sur les Etats Unis et l'UE en menaçant d'intervenir militairement en Ukraine ou de la déstabiliser encore davantage. Le contexte l'a-t-il conduit à penser qu'il bénéficierait en 2021 d'une fenêtre d'opportunité ? Le retrait d'Afghanistan a mis à mal la crédibilité des Etats-Unis sur la scène internationale. Il confirme les réticences des Américains à l'égard des interventions extérieures dont avaient témoigné leur quasi-absence de réaction au moment de la guerre en Géorgie en 2008, puis leur refus en 2013 d'intervenir en Syrie. Le Kremlin en a-t-il conclu qu'en dépit des assurances données par Joe Biden sur le « soutien indéfectible à la souveraineté et à l'indépendance de l'Ukraine », les réactions des Etats-Unis et de l'UE à une éventuelle nouvelle intervention en Ukraine seraient limitées ? Qu'elles le seraient d'autant plus que la priorité explicite de la politique étrangère américaine est la Chine¹⁶ ?

*

* *

Arnaud Dubien (dir.) *Russie 2021. Regards de l'Observatoire franco-russe*, Paris, L'Inventaire, 2021.

¹⁶ Sur les débats aux Etats-Unis, voir Samuel Charap, « The US approached to Ukraine's border war isn't working. Here's what Biden should do instead. », *Politico*, 19 novembre 2021, <https://www.politico.com/news/magazine/2021/11/19/ukraine-russia-putin-border-522989> ; Michael Kimmage, Michael Kofman « Russia won't let Ukraine go without a fight », *Foreign Affairs*, 22 novembre 2021, <https://www.foreignaffairs.com/articles/ukraine/2021-11-22/russia-wont-let-ukraine-go-without-fight>.

Trente ans après la fin de l'URSS, les éléments de rupture avec l'ordre postsoviétique sont patents. L'année 2021 a confirmé ce que révèle le bilan de ces trois décennies : cet espace autrefois unifié est fracturé en raison des choix politiques radicalement différents faits par les Etats de la région, des conflits ouverts auxquels certains d'entre eux (notamment la Russie et l'Ukraine, l'Arménie et l'Azerbaïdjan) sont en proie, de l'attraction exercée par des acteurs extérieurs à la zone. Le bilan de court et de long terme a aussi confirmé que l'héritage soviétique continue de peser lourdement sur les attitudes et les pratiques politiques, avec des conséquences tragiques pour les populations de certains Etats (Russie, Bélarus, Kazakhstan), ainsi que sur le rapport de la Russie aux pays de son ancien empire, en particulier l'Ukraine, le Bélarus et le Kazakhstan (trois Etats sur le territoire desquels résident de fortes minorités russes), et au monde occidental. La décision de la Russie d'exercer de nouvelles pressions sur l'Ukraine et de demander la révision des fondements de l'architecture européenne de sécurité mise en place au lendemain de la fin de la guerre froide vise à revenir à des rapports de force qui étayeraient le statut de grande puissance auquel elle prétend. Elle est susceptible de donner une nouvelle impulsion à la désintégration de l'Eurasie.

Pour citer ce chapitre : Anne de Tinguy, « L'Eurasie trente ans après l'effondrement de l'URSS », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2021/Les Etudes du CERI*, n° 261-262, février 2022, <https://doi.org/10.25647/etudesduceri.261-262>.